

LA POLOGNE SUSPEND LE DROIT D'ASILE À LA FRONTIÈRE BÉLARUSSIENNE, INVOQUANT UNE GUERRE HYBRIDE MENÉE PAR « MOSCOU ET MINSK »

Le 27 mars 2025, la Pologne a suspendu le droit de déposer une demande d'asile sur toute la longueur de sa frontière avec le Bélarus, en vertu d'une nouvelle loi signée le 26 mars, avec des exceptions pour les mineurs, les femmes enceintes et d'autres personnes à risque. La Chancellerie du Premier Ministre a déclaré que le Bélarus « mène une opération organisée » pour pousser des migrants à franchir la frontière, et le Ministre de l'intérieur a qualifié la migration illégale d'« élément d'une agression hybride contre la Pologne ». La suspension était toujours en vigueur environ 18 mois plus tard, en septembre 2026.

UKRAINE EVIDENCE HUB
AU-DELÀ DE L'UKRAINE
AU 20 OCT. 2026

DEGRÉ DE PREUVE

ATTRIBUTION OFFICIELLE

Un gouvernement, un procureur, l'UE, l'OTAN ou un organe de l'ONU a formellement désigné la Russie, ses services ou ses forces soutenues par l'État. Il s'agit d'une position de cette autorité, non d'un jugement.

QUI L'A ÉTABLI

États désignés : le Bélarus, et la Russie par la voix du Premier Ministre Tusk. Chancellerie du Premier Ministre de Pologne et Ministre de l'intérieur, M. Siemoniak (mars 2025) ; le Premier Ministre Donald Tusk (13 oct. 2024) a présenté ce plan comme une réponse à la guerre hybride menée contre l'UE « par les régimes de Moscou et de Minsk ». La communication de la Commission européenne du 11 déc. 2024 évoque « l'instrumentalisation de la migration par la Russie, avec l'aide du Bélarus ».

DERNIÈRES NOUVELLES

Le 16 sept. 2026, la Présidente de la Commission, Mme von der Leyen, a annoncé un projet de « cadre européen de réaction d'urgence » pour les cas où des mouvements massifs sont « orchestrés et instrumentalisés ». Le HCR et le Commissaire aux droits de l'homme de la Pologne ont critiqué la loi polonaise.

LIEN AVEC LA GUERRE CONTRE L'UKRAINE

Varsovie et la Commission présentent ces pressions comme une opération hybride menée par la Russie contre les États de l'UE qui soutiennent l'Ukraine.

SOURCES

C Notes from Poland – Poland suspends right to asylum at Belarus border · 2025-03-27

<https://notesfrompoland.com/2025/03/27/poland-suspends-right-to-asylum-at-belarus-border/>

B PAP – Poland's halt to right of asylum a response to Moscow and Minsk, says PM · 2024-10-14

<https://pap.pl/en/news/polands-halt-right-asylum-response-moscow-and-minsk-says-pm>

A European Commission (DG HOME) – Commission issues Communication on countering the weaponisation of migration · 2024-12-11

https://home-affairs.ec.europa.eu/news/commission-issues-communication-countering-weaponisation-migration-and-provides-funding-enhance-2024-12-11_en

C AP via NY1 – Poland halted asylum claims at the Belarus border and now wants Europe to follow its example · 2026-09-25

<https://ny1.com/nyc/all-boroughs/ap-top-news/2026/09/25/poland-halted-asylum-claims-at-the-belarus-border-and-now-wants-europe-to-follow-its-example>

C ECRE – State of the European Union 2026 · 2026-09-17

<https://ecre.org/state-of-the-european-union-2026/>

CE QUE NOUS DEMANDONS

DES ÉTATS MEMBRES

- Qualifier l'instrumentalisation des migrants d'attaque hybride de la part de l'État qui l'organise.
- Soutenir l'UE et les États de première ligne dans la protection de leurs frontières, dans le respect du droit international.
- Sanctionner les responsables et les réseaux qui acheminent des personnes vers la frontière.

Le statut suit quatre degrés de preuve : décision de justice · attribution officielle · mis en accusation · soupçonné (les cas soupçonnés ne figurent que sur la page en ligne). Niveau A = juridictions, organes de l'ONU, organisations internationales · B = gouvernements, parquets · C = médias et enquêteurs. Rectificatifs : evidence@ukraine-evidence.org



page en ligne ·
rectificatifs